GROUPE KRISIS
Robert Kurz, Ernst Lohoff, Norbert Trenkle

MANIFESTE CONTRE LE TRAVAIL

lignes

Editions Léo Scheer

Groupe Krisis

ROBERT KURZ, ERNST LOHOFF NORBERT TRENKLE

Manifeste contre le travail

Édition française établie par Olivier Galtier, Wolfgang Kukulies et Luc Mercier

Il y a cent cinquante ans, Marx affirmait la nécessaire sortie du capitalisme par le moyen de la lutte de classes. Cent vingt ans plus tard, l'Internationale situationniste élargit la définition du prolétariat et met en cause la société capitaliste en tant que société de travail.

Aujourd'hui, le *Manifeste contre le travail* du groupe Krisis reprend la critique là où les situationnistes l'avaient arrêtée.
Pour Krisis, le capital et le travail ne s'opposent pas : le travail est une activité spécifique au capitalisme, il est au cœur d'un système qui s'auto-reproduit sans fin et fait des hommes la « *ressource humaine* » de son auto-reproduction infinie. Il ne s'agit donc pas de libérer *le* travail (toute la gauche, y compris Attac, réclame que la création d'emplois cesse d'être entravée par la spéculation), mais de se libérer *du* travail.

Les auteurs de ce manifeste, Robert Kurz, Ernst Lohoff, Norbert Trenkle,

appartiennent au groupe et à la revue *Krisis* (dont le sous-titre est : « Contributions à la critique de la société marchande ») fondés il y a quinze ans en Allemagne.

EAN numérique : 978-2-7561-0543-7

EAN livre papier : 9782914172400

www.leoscheer.com

Avec le soutien du

Centre national du livre

www.centrenationaldulivre.fr

MANIFESTE CONTRE LE TRAVAIL

Édition originale allemande,
© Krisis, Fürth, 1999.
Redaktion Krisis,Postfach 2111, D-91011 Erlangen.
www.krisis.org
Traduction française,
© *Editions Léo Scheer*, 2002.

ROBERT KURZ, ERNST LOHOFF
NORBERT TRENKLE
(Groupe Krisis)

MANIFESTE CONTRE LE TRAVAIL

Édition française établie par
Olivier Galtier, Wolfgang Kukulies
et Luc Mercier

lignes

Editions Léo Scheer

Préface à l'édition française

Après le *Manifeste du parti communiste* de Marx (1848) et *De la misère en milieu étudiant* de l'Internationale situationniste (1966), le *Manifeste contre le travail* du groupe allemand Krisis (1999) constitue le troisième manifeste communiste.

Il y a cent cinquante ans, Marx affirmait la nécessaire sortie du capitalisme, sortie dont la lutte des classes était le moteur. Selon le *Manifeste du parti communiste*, « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes* »*, le « *caractère distinctif* » du XIXe siècle étant « *d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la bourgeoisie et le prolétariat.* »

L'action de la bourgeoisie est définie en ces termes : *«* [...] *à la*

---

* Cette célèbre phrase du *Manifeste du parti communiste* se présente comme une véritable loi de l'histoire, puisqu'elle postule la répétition d'une « *opposition constante* » entre « *oppresseurs et opprimés* ».

place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, elle a instauré une exploitation ouverte, directe, brutale, éhontée. »

Quant au prolétariat, ses chaînes étant radicales, il est appelé à régler radicalement le problème social. Il abolira le capitalisme et toute domination de classe : « *Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit violemment les anciens rapports de production, il détruit, en même temps que ces rapports de production, les conditions de l'antagonisme des classes ; il détruit les classes en général et, par là, sa propre domination comme classe.* »

Mais les espoirs de Marx seront déçus. Cent vingt ans après le *Manifeste du parti communiste, De la misère en milieu étudiant* prend acte de l'échec du « *premier assaut prolétarien* ».

D'une part, il est devenu nécessaire de critiquer la bureaucratisation du mouvement ouvrier. En effet, partout les organisations du prolétariat (partis, syndicats) ont reproduit en leur sein la structure hiérarchique propre à la société dominante, et là où il y a eu une révolution « prolétarienne », la dictature du parti s'est substituée à la dictature de la classe, le parti se transformant en parti-État. D'autre part, à la société d'exploitation du XIXe siècle a succédé une société d'abondance (du moins, dans les pays développés), et l'État assure la protection sociale pour une large part : c'est l'époque de l'État-providence.

Face au capitalisme qui, en se développant, a transformé le producteur en consommateur, l'I.S. est amenée à élargir la définition du prolétariat : sont des prolétaires « *tous ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur vie et qui le savent* ». Elle met en cause la société capitaliste en tant que société de travail : elle ne critique plus seulement le travail en termes d'exploitation, mais en tant que tel. Cependant, pour l'I.S. comme pour le Marx du *Manifeste*, la lutte des classes reste le moteur de l'émancipation.

Trente ans plus tard, le *Manifeste contre le travail* reprend la critique là où les situationnistes l'avaient arrêtée.

Ce troisième manifeste montre que le capitalisme est entré dans une nouvelle phase dont les caractéristiques sont les suivantes : mondialisation (capital transnational), néo-libéralisme (limitation de l'interventionnisme politique et étatique) et fin du « fordisme ». En même temps, du fait de la troisième révolution industrielle (la micro-informatique), le capitalisme connaît une crise sans précédent : 1. « *l'innovation de procédés va plus vite que l'innovation de produits* » ; 2. « *on supprime davantage de travail qu'on ne peut en réabsorber par l'extension des marchés* ». Ce qui fait que le capitalisme se heurte à sa « *limite historique absolue* ».

Krisis articule cette analyse du capitalisme et de sa contradiction interne au rejet de la problématique du sujet. Selon Krisis, il n'y a pas de classe-sujet : ni la bourgeoisie, simple élite de fonction, ni le prolétariat, dont les luttes ne permettent pas de sortir du capitalisme. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat n'est

pas celle entre une classe dominante et une classe révolutionnaire, mais entre « *deux intérêts différents (quoique différemment puissants)* » *à l'intérieur* du capitalisme. Contrairement à l'I.S., Krisis ne se fonde plus sur le Marx du *Manifeste*, prisonnier de son époque – c'est-à-dire du mouvement ouvrier du XIXe siècle –, mais sur un autre Marx, le Marx du *Capital*. Et pour celui-ci, ce qui gouverne les hommes, c'est le capital en tant que sujet automate, valeur qui s'auto-valorise.

Dans le cadre de cette analyse, le manifeste propose une critique radicale du travail. Pour Krisis, le capital et le travail ne s'opposent pas : le travail est une activité *spécifique* au capitalisme, il est au cœur d'un système qui s'auto-reproduit sans fin et fait des hommes la « *ressource humaine* » de son auto-reproduction infinie. Il ne s'agit donc pas de libérer *le* travail (toute la gauche, y compris Attac, réclame que la création d'emplois cesse d'être entravée par la spéculation), mais de se libérer *du* travail. Et cela, sans s'appuyer sur « *aucune loi de l'histoire* », mais sur « *le dégoût qu'éprouve l'individu face à sa propre existence en tant que sujet de travail et face à la concurrence* ».

Les traducteurs

Le groupe Krisis. Présentation

Krisis existe depuis quinze ans et publie – en dehors du monde universitaire et de la gauche traditionnelle – la revue théorique *Krisis/Contributions à la critique de la société marchande* (en langue allemande). Dans cette revue, le groupe élabore une critique du capitalisme actualisée et centrée sur tout ce pan de la critique marxienne de la marchandise, de la valeur, du travail et de l'argent que le marxisme classique a délaissé. De là ont été posés les fondements d'une critique du marché et de l'État, de la politique et de la nation, de la subjectivité et de l'idéologie bourgeoise… La confrontation de ces positions avec la critique féministe a aussi permis une nouvelle approche du « *patriarcat producteur de marchandises* ». Krisis organise des séminaires et des débats, édite des livres et publie des articles dans diverses revues européennes et latino-américaines. En 1999, il a publié le *Manifeste contre le travail* et le livre *Feierabend ! Elf Attacken gegen die Arbeit* [onze attaques contre le travail]. Sont aussi parus récemment les livres suivants : *Schwarzbuch Kapitalismus* [le livre noir du capitalisme] de Robert Kurz ; *Das Geschlecht des Kapitalismus* [le sexe du capitalisme] de Roswitha Scholz). Doit paraître en France un livre d'Anselm Jappe, qui se veut une introduction à la critique du fétichisme de la marchandise.

I
LA DOMINATION DU TRAVAIL MORT

« Chacun doit pouvoir vivre de son travail,tel est le principe.
"Pouvoir vivre" est ainsi conditionné par le travail,
et il n'est de droit que lorsque cette condition a été remplie. »
Johann Gottlieb Fichte,
Fondement du droit naturel
selon les principes de la doctrine de la science, 1797

Un cadavre domine la société, le cadavre du travail. Toutes les puissances du monde se sont liguées pour défendre cette domination : le pape et la Banque mondiale, Tony Blair et Jörg Haider, les syndicats et les patrons, les écologistes d'Allemagne et les socialistes de France. Tous n'ont qu'un mot à la bouche : travail, travail, travail !

Qui n'a pas désappris à penser comprend sans difficulté le caractère insensé de cette attitude. Car ce n'est pas une crise passagère que connaît la société dominée par le travail : la société se heurte à sa limite absolue. Par suite de la révolution micro-informatique, la production de richesses s'est toujours davantage découplée de la force de travail humaine – à une échelle que seule la science-fiction aurait pu concevoir voilà quelques décennies. Personne ne peut affirmer sérieusement que ce processus puisse encore être bloqué, voire inversé. Au XXIe siècle, la vente de la marchandise-

force de travail est assurée d'avoir autant de succès qu'en a eu la vente de diligences au XXe siècle. Mais, dans cette société, celui qui ne peut pas vendre sa force de travail est « superflu » et se trouve jeté à la décharge sociale.

Qui ne travaille pas, ne mange pas ! Ce principe cynique est toujours valable – et aujourd'hui plus que jamais, justement parce qu'il devient désespérément obsolète. C'est absurde : alors que le travail est devenu superflu, la société n'aura jamais autant été une société de travail. C'est au moment même où le travail meurt qu'il se révèle une puissance totalitaire qui n'admet aucun autre dieu à ses côtés, déterminant la pensée et l'action des hommes jusque dans les pores de leur vie quotidienne et dans leur esprit. On ne recule devant aucune dépense pour maintenir artificiellement en vie l'idole Travail. Le cri délirant « Du boulot ! » justifie qu'on aille encore plus loin dans la destruction des bases naturelles devenue depuis longtemps manifeste. Les derniers obstacles à la marchandisation complète de tous les rapports sociaux peuvent être éliminés sans soulever aucune critique, dès lors que quelques misérables « postes de travail » sont en jeu. Et le mot selon lequel il vaut mieux avoir « n'importe quel » travail plutôt que pas de travail du tout est devenu la profession de foi exigée de tous.

Plus il devient clair que la société de travail est arrivée à sa fin ultime, plus la conscience publique refoule violemment

cette fin. Les méthodes de refoulement peuvent être diverses, elles ont toutes un dénominateur commun : le fait que, mondialement, le travail se révèle une fin en soi irrationnelle qui s'est elle-même rendue obsolète est transformé, avec une obstination qui évoque celle d'un système délirant, en échec personnel ou collectif d'individus, de managers ou de « sites ». La limite objective du travail doit passer pour un problème subjectif propre aux exclus.

Alors que certains pensent que le chômage est dû à des revendications exagérées, à un manque de bonne volonté et de flexibilité, d'autres accusent « leurs » patrons et politiciens d'incapacité, de corruption, d'âpreté au gain, voire de haute trahison. Mais en définitive les uns et les autres sont d'accord avec Roman Herzog*, l'ex-président allemand : il faudrait se serrer les coudes dans tout le pays, comme s'il s'agissait de remotiver une équipe de football ou une secte politique. Tous doivent « d'une manière ou d'une autre » mettre sérieusement la main à la pâte, même si, de pâte, il n'y en a plus depuis longtemps ; tous doivent s'y mettre « d'une manière ou d'une autre », même s'il n'y a plus rien à faire (ou seulement des choses privées de

* Les exemples sont empruntés à la réalité allemande. Le lecteur francophone transposera aisément à la réalité de son pays, très peu différente. (N.d.T.)

sens). Ce que cache ce message peu ragoûtant ne laisse aucun doute : qui ne trouve pas grâce, malgré tout cela, aux yeux de l'idole Travail en est lui-même responsable et peut être tranquillement mis au rencard ou renvoyé.
La même loi du sacrifice humain vaut à l'échelle mondiale. Le totalitarisme économique broie sous sa roue chaque pays, l'un après l'autre, ne prouvant qu'une chose, encore et toujours : ces pays ont péché contre les « lois du marché ». Qui ne « s'adapte » pas, inconditionnellement et sans état d'âme, au cours aveugle de la concurrence totale se voit châtié par la logique de la rentabilité. Qui est prometteur aujourd'hui sera jeté demain à la casse de l'économie. Mais rien ne saurait ébranler les malades de l'économie qui nous gouvernent dans leur étrange explication du monde. Les trois quarts de la population mondiale sont déjà plus ou moins déclarés déchet social. Les « sites » s'écroulent les uns après les autres. Après les désastreux « pays en voie de développement » du Sud et après le département « Capitalisme d'État » de la société mondiale de travail à l'Est, c'est au tour des écoliers modèles de l'économie de marché en Asie du Sud-Est de disparaître dans les enfers de l'effondrement. En Europe aussi, un vent de panique sociale souffle depuis longtemps. Et pourtant les chevaliers à la Triste Figure de la politique et du management n'en poursuivent pas moins avec acharnement leur croisade au nom de l'idole Travail.

II
LA SOCIÉTÉ D'APARTHEID NÉO-LIBÉRALE

« Le criminel avait détruit le travail
tout en emportant le salaire d'un ouvrier.
À lui maintenant de travailler sans rémunération
et d'entrevoir ainsi les bienfaits
de la réussite et du gain depuis son cachot.
[…] *Le travail forcé doit l'éduquer au travail*
honnête en tant qu'action personnelle
et librement consentie. »
Wilhelm Heinrich Riehl,
Le Travail allemand, 1861

Une société centrée sur l'abstraction irrationnelle du travail développe nécessairement une tendance à l'apartheid social, dès lors que la vente réussie de la marchandise-force de travail, de règle, devient exception. Depuis longtemps, toutes les fractions du camp du travail, qui englobe tous les partis, ont subrepticement accepté cette logique et poussent elles-mêmes à la roue. Elles ne s'affrontent plus pour savoir *si* une part toujours plus grande de la population sera ou non laissée sur le bord de la route et exclue de cette participation sociale, mais seulement *comment* faire passer, bon gré mal gré, cette sélection.

La fraction néo-libérale abandonne en toute tranquillité la sale besogne du darwinisme social à la « main invisible » du

marché. C'est ainsi qu'on démantèle les structures de l'État social pour marginaliser, aussi discrètement que possible, tous ceux qui n'arrivent plus à suivre la concurrence. Seuls les membres ricanants de la confrérie des gagnants de la mondialisation sont encore considérés comme des hommes. La machine capitaliste, qui n'a d'autre finalité qu'elle-même, accapare naturellement toutes les ressources de la planète. Dès que celles-ci ne peuvent plus être mobilisées de manière rentable, elles doivent être mises en friche, même si, juste à côté, des populations entières meurent de faim.

Quant à ces fâcheux « déchets humains », ils relèvent de la police, des sectes religieuses millénaristes, de la mafia et de la soupe populaire. Aux États-Unis et dans la plupart des pays d'Europe centrale, il y a aujourd'hui plus d'hommes emprisonnés que dans n'importe quelle dictature militaire. Et en Amérique latine, il meurt quotidiennement plus d'enfants des rues et autres pauvres sous les balles des escadrons de la mort de l'économie de marché qu'il n'y a eu de contestataires assassinés à l'époque de la pire répression politique. Il ne reste aux exclus qu'une fonction sociale : celle de l'exemple à ne pas suivre. Leur sort doit inciter tous ceux qui jouent encore à la chaise musicale de la société de travail à lutter pour les dernières places. Et, par-dessus le marché, tenir en haleine la masse des perdants, de sorte que

TABLE DES MATIÈRES

Préface à l'édition française 7

Le groupe Krisis. Présentation 11

I LA DOMINATION DU TRAVAIL MORT 13

II LA SOCIÉTÉ D'APARTHEID NÉO-LIBÉRALE 17

III L'APARTHEID DU NÉO-ÉTAT SOCIAL 21

IV AGGRAVATION ET DÉMENTI DE LA RELIGION DU TRAVAIL 27

V LE TRAVAIL, PRINCIPE SOCIAL COERCITIF 31

VI TRAVAIL ET CAPITAL :
LES DEUX FACES DE LA MÊME MÉDAILLE 35

VII LE TRAVAIL, DOMINATION PATRIARCALE 39

VIII LE TRAVAIL, ACTIVITÉ D'HOMMES ASSERVIS 43

IX L'HISTOIRE SANGLANTE DE L'INSTAURATION DU TRAVAIL 45

X LE MOUVEMENT OUVRIER :
UN MOUVEMENT POUR LE TRAVAIL 53

XI LA CRISE DU TRAVAIL 59

XII LA FIN DE LA POLITIQUE 65

XIII LA SIMULATION DE LA SOCIÉTÉ DE TRAVAIL PAR LE CAPITALISME DE CASINO 69

XIV LE TRAVAIL NE SE LAISSE PAS REDÉFINIR 77

XV LA CRISE DE LA LUTTE D'INTÉRÊTS 83

XVI LE DÉPASSEMENT DU TRAVAIL 91

XVII CONTRE LES PARTISANS DU TRAVAIL : UN PROGRAMME DES ABOLITIONS 97

XVIII LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL EST UNE LUTTE ANTIPOLITIQUE 105